

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Préface</b> .....	VII
<b>À propos des auteurs</b> .....	XI
<b>Avant-propos et remerciements</b> .....	XIII
<b>Liste des abréviations</b> .....	XV
<b>INTRODUCTION GÉNÉRALE</b> .....	1
L'objet de l'équité procédurale .....	3
<i>Audi alteram partem</i> – « entendre l'autre partie » .....	7
<i>Nemo iudex in sua causa</i> – « personne n'est juge dans sa propre cause » .....	8
Les enjeux théoriques de l'équité procédurale : au fondement de la justice naturelle .....	9
Les enjeux méthodologiques de l'analyse de l'équité procédurale : une approche positiviste appuyée d'une perspective historique jurisprudentielle .....	10
Le contenu de l'ouvrage .....	12
<b>PARTIE I</b> <b>ORIGINES ET SOURCES DE L'ÉQUITÉ PROCÉDURALE</b> .....	15
Introduction .....	15
<b>Chapitre I</b> <b>Origines de l'équité procédurale et consécration par la jurisprudence en droit anglais et canadien</b> .....	17
Section 1      Les premiers développements de la distinction entre le fond et la procédure dans la jurisprudence anglaise .....	18

Section 2	La doctrine moderne du devoir d'agir équitablement en droit anglais . . . . .	20
Section 3	La réception du devoir d'agir équitablement dans la jurisprudence canadienne . . . . .	23
<b>Chapitre II</b>	<b>Les sources de l'obligation d'équité procédurale . . . . .</b>	<b>35</b>
Section 1	Les Chartes et les instruments quasi constitutionnels . . . . .	35
	i) La Charte canadienne . . . . .	36
	ii) Les principes constitutionnels de droit autochtone . . . . .	40
	iii) La Déclaration canadienne des droits . . . . .	42
	iv) La Charte québécoise . . . . .	43
Section 2	Le cadre législatif et réglementaire, les procédures internes des tribunaux ou organismes administratifs, et la common law . . . . .	45
	i) Les exigences procédurales internes des tribunaux ou organismes administratifs . . . . .	45
	ii) Les lois-cadres régissant la justice administrative . . . . .	47
	iii) La common law . . . . .	50
<b>PARTIE II</b>	<b>PORTÉE ET DEGRÉ DE L'ÉQUITÉ PROCÉDURALE . . . . .</b>	<b>53</b>
	Introduction . . . . .	53
<b>Chapitre III</b>	<b>Portée générale – L'obligation d'équité procédurale s'applique-t-elle ? . . . . .</b>	<b>55</b>
Section 1	La portée du contrôle judiciaire en matière d'équité procédurale . . . . .	55
	i) Une décision étatique de nature suffisamment publique . . . . .	56

	ii) Un droit légal sous-jacent .....	59
	iii) Une question justiciable .....	61
Section 2	Cas d'application .....	63
	i) Les processus d'appel d'offres et les contrats administratifs .....	63
	ii) Les relations de travail et d'emploi dans la fonction publique .....	64
	iii) Les décisions législatives, de nature politique, ou celles portant sur les politiques publiques .....	66
<b>Chapitre IV</b>	<b>La détermination du degré de l'obligation d'équité procédurale .....</b>	<b>71</b>
Section 1	La nature de la décision recherchée et le processus suivi pour y parvenir .....	73
Section 2	La nature du régime législatif et les termes de la loi régissant l'organisme ou le tribunal administratif .....	77
Section 3	L'importance de la décision pour les personnes visées .....	81
Section 4	Les attentes légitimes .....	83
Section 5	Les choix de procédure que l'organisme fait lui-même .....	88
Section 6	Les autres facteurs .....	90
Section 7	Pondération des différents facteurs .....	92
Section 8	Cas d'application .....	92
	i) Le droit carcéral .....	93
	ii) Le droit disciplinaire .....	96
	iii) Les enquêtes publiques .....	97
	iv) L'intégrité publique .....	100

<b>PARTIE III</b>	<b>LE CONTENU DE L'ÉQUITÉ PROCÉDURALE</b>	103
	Introduction	103
<b>Chapitre V</b>	<b>Le droit d'être entendu</b>	105
Section 1	Le droit de recevoir un avis	106
Section 2	Le droit de répondre	110
Section 3	Le droit à une audience	114
Section 4	Le droit à une audience dans un délai raisonnable	117
Section 5	Le droit de présenter une preuve et l'admissibilité de la preuve	121
Section 6	La communication de la preuve	124
Section 7	L'équité procédurale et la connaissance d'office	129
Section 8	Le droit à un contre-interrogatoire	131
Section 9	Le droit à la représentation par avocat	132
Section 10	L'obligation de motivation	137
Section 11	Le droit à la rigueur	142
<b>Chapitre VI</b>	<b>Indépendance et impartialité</b>	145
Section 1	Le spectre des organismes administratifs	150
Section 2	L'indépendance structurelle sur le plan administratif	162
	i) L'indépendance administrative	164
	ii) L'inamovibilité	168
	iii) La sécurité financière	170
Section 3	L'impartialité institutionnelle	174
	i) Les conflits d'intérêts institutionnels	179
	ii) La participation du tribunal ou de l'organisme administratif aux procédures judiciaires	182

Section 4	L'impartialité individuelle ou décisionnelle . . . . .	188
i)	Un intérêt personnel, pécuniaire ou matériel . . . . .	194
ii)	Les relations personnelles, professionnelles ou d'amitié . . . . .	196
iii)	La participation au même litige ou à un litige similaire dans un rôle différent . . . . .	198
iv)	Siéger en appel de sa propre décision . . . . .	199
v)	Une connaissance extrajudiciaire acquise antérieurement . . . . .	200
vi)	Un préjugé tenace à l'égard d'un point de vue ou un comportement inapproprié . . .	201
<b>PARTIE IV</b>	<b>LA RELATION DE L'ÉQUITÉ PROCÉDURALE AVEC LES AUTRES COMPOSANTES DU DROIT ADMINISTRATIF . . . . .</b>	<b>203</b>
	Introduction . . . . .	203
<b>Chapitre VII</b>	<b>La relation de l'équité procédurale avec le contrôle judiciaire . . . . .</b>	<b>205</b>
Section 1	Remarques préliminaires sur l'opportunité d'un contrôle judiciaire basé sur l'obligation d'équité procédurale . . . . .	206
i)	Une allégation de violation d'une règle d'équité procédurale doit être soulevée à la première occasion . . . . .	207
ii)	Le contrôle judiciaire d'une décision interlocutoire d'un tribunal administratif est exceptionnel . . . . .	210
Section 2	La norme de contrôle applicable dans le cadre d'un pourvoi en contrôle judiciaire . . . . .	214
i)	Quelques éléments de contexte . . . . .	216
ii)	L'application de la norme de l'équité selon les circonstances . . . . .	222

	iii) Le courant en faveur de l'application de la norme de la décision correcte . . . . .	232
	iv) Le courant en faveur de l'application de la norme de la décision raisonnable . . . .	234
Section 3	La norme de contrôle applicable dans les autres cas de figure . . . . .	237
	i) La norme de contrôle dans le cadre d'une révision administrative . . . . .	239
	ii) La norme de contrôle dans le cadre d'un appel d'une décision administrative . . .	240
	iii) La norme de contrôle dans le cadre d'un pourvoi devant une cour d'appel . . . . .	241
<b>Chapitre VIII</b>	<b>Les réparations en cas de manquement à l'équité procédurale . . . . .</b>	<b>243</b>
<b>Chapitre IX</b>	<b>L'équité procédurale et les enjeux entourant l'accès à la justice et l'intelligence artificielle . . . . .</b>	<b>249</b>
	<b>CONCLUSION GÉNÉRALE ET PERSPECTIVES . . . . .</b>	<b>261</b>
	<b>Bibliographie . . . . .</b>	<b>267</b>
	<b>Table de la législation . . . . .</b>	<b>285</b>
	<b>Table de la jurisprudence . . . . .</b>	<b>291</b>
	<b>Index . . . . .</b>	<b>333</b>